



Union
syndicale
Solidaires



Macron ! Un emploi c'est un droit, un revenu c'est un dû ! Contre les précarités sociales pour de nouveaux droits sociaux !

13,6% de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté dont 19,1% des moins de 18 ans, 3 millions d'enfants. 4 millions de personnes sont sans domicile ou mal-logées. 9000 enfants habitent des bidonvilles.

80 % des enfants qui sont pris en charge par l'aide sociale le sont pour des raisons de pauvreté. Les derniers chiffres du chômage du troisième trimestre 2018 font apparaître une augmentation de 0,5% soit 5 963 500 personnes. Il faut ajouter à cette dégradation 307800 personnes radiées et donc sorties des chiffres.

**Pour Macron ce seraient des « inégalités de destin »
« Les chômeurs-euses refuseraient les offres d'emploi »!**

Et il a le culot de prétendre combattre la précarité alors que toute sa politique précarise et appauvrit le monde du travail, que les retraites et les minimas sociaux sont bloqués à 0,3%, tandis que l'inflation (officielle) est de 2,3 %!

Sur la première année de mandature de Macron, les 10% les plus riches, ont capté, 46% des gains des mesures fiscales annoncées. Ils bénéficient en moyenne d'une baisse d'impôt de 1487€ quand les 10% les plus pauvres auront une baisse moyenne de 81 euros.

Si l'on fait le bilan après diminution des impôts et de la baisse de prestations sociales envisagées, les 10% les plus riches, verront leurs revenus, augmenter de 1193 euros par an quand celui des 10% les plus pauvres, baissera de 337 euros (source : OXFAM).

Aujourd'hui Macron impose aux négociateurs de la nouvelle convention d'assurance chômage une économie de 4 milliards. Cela ne pourra se faire qu'en rognant largement les droits des précaires, ces négociations ne seront pas de tout repos tant l'attaque est considérable.

- ◆ Il est question de refondre totalement l'assurance chômage.
- ◆ Il est question de revoir les règles autorisant à cumuler une activité réduite et une allocation chômage.
- ◆ Il souhaite également revoir les règles de calcul du salaire journalier qui déterminent le montant de l'allocation chômage.
- ◆ Il parle du retour de la dégressivité des allocations chômage et d'un déplafonnement des allocations des cadres. Et le MEDEF s'est permis dernièrement de remettre les droits des intermittents en cause.

La pénurie d'emplois oblige la plupart du temps, les salarié-es à se déplacer très loin pour en trouver. Les politiques de fermeture des lignes de chemin de fer, la rareté des transports en commun alimentent le recours à la voiture.

Les impôts doivent servir à financer des services publics gratuits : hôpitaux, maisons de retraite, écoles, rénovation écologique et isolation des logements, recherche sur les énergies non polluantes.

Or, aujourd'hui, ils servent avant tout à payer les allègements de cotisations au MEDEF.

Si des taxes doivent exister, qu'elles s'appliquent d'abord au kérosène des avions et au fioul lourd des bateaux de croisière et des porte-conteneurs.

Faisons payer aussi, le pétrolier TOTAL (19ème pollueur au monde), qui reverse zéro euro d'impôts, malgré ses dix milliards de profits.

Le monde du travail fait aussi face aux licenciements et aux suppressions d'emplois dans le privé comme dans le public (1600 pour le seul ministère des sports, 4000 à Pôle emploi, 2650 à l'éducation nationale.).

face aux salaires qui stagnent alors que les prix flambent (+ 21,6 % en un an pour le diesel, 13,4 % pour le sans plomb), face aux difficultés de la jeunesse étudiante et travailleuse, il s'agit d'un même combat contre la régression sociale du gouvernement Macron, contre l'exploitation du patronat et des riches !

Il est indispensable de

- rétablir les cotisations pour financer notre Sécurité sociale.
- Donner les moyens aux besoins sociaux et placer la transition écologique et solidaire au cœur de toutes les décisions, c'est possible.

Ce sont les mobilisations multiples, dans les entreprises, comme dans la rue, par la grève et par l'action qui permettront de peser sur les décideurs publics ou privés, pour que ces changements s'imposent.

**Tous-tes attaqués ! tous-tes dans la rue!
Manifestons tous et toutes contre le chômage et la précarité,**

**Samedi 1 décembre 2018,
Dole : 10h30 Place de la Sous-préfecture.
Lons le Saunier 10h30 : Place de la Liberté.**

Nous exigeons:

- Des emplois en CDI correctement rémunérés, librement choisis.
- Une indemnisation de toutes les formes de chômage et de précarité avec le SMIC comme référence.
- Des RTT à 32 heures pour travailler tous-tes, en travaillant moins pour vivre mieux et partage des richesses
- La création d'un revenu garanti inconditionnel à hauteur du SMIC avec ou sans emploi
- L'arrêt des contrôles, des sanctions et des radiations contre les chômeurs et précaires
- Non aux licenciements à Pole emploi, exigeons des moyens humains pour sa mission de service public.
- Une allocation exceptionnelle (dite prime de Noël) d'un montant de 500 euros pour tous les chômeurs-euses et les précaires
- Une véritable politique de formation choisie par les chômeurs-euses
- Le développement de l'offre de services publics de transport.
- La gratuité des transports publics pour tous-tes.
- L'application du droit au logement pour toutes et tous.
- Le rétablissement des services publics de proximité.
- L'augmentation des salaires et pensions pour tous.

